

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc*

Nadira Barkallil

Si le sexe renseigne sur les différences biologiques, << naturelles >> entre les hommes et les femmes, l'approche genre et le système de genre permettent de voir que, sur ces simples différences naturelles, les sociétés ont, d'une part, construit des différences juridiques, économiques, sociales et politiques entre les sexes et, d'autre part, mué ces différences en inégalité, presque toujours au détriment des femmes, rabattues à un statut mineur ou inférieur par rapport aux hommes. Ainsi donc, la différence biologique s'est transformée en inégalité familiale et sociale, la famille patriarcale étant celle qui a le mieux symbolisé ces relations.

Au Maroc, comme dans les sociétés arabo-musulmanes, la question féminine c'est-à-dire celle de l'instauration de l'égalité entre hommes et femmes est au cœur de la relation Etat-société-changement. Et, si le changement impose à l'Etat d'opérer un rattrapage << technique >> des facteurs qui handicapent la pleine insertion sociale et politique des femmes dans le tissu social national, essentiellement en leur permettant un meilleur accès au savoir, une meilleure santé, de meilleures conditions de vie quotidienne par la réduction des corvées d'eau et de bois par exemple pour les femmes rurales, ce changement passe, tout autant, par une plus juste valorisation et reconnaissance de la contribution des femmes en levant sa condition juridique mineure au sein de la famille, en lui ouvrant l'accès à la hiérarchie décisionnaire de l'Etat et en l'intégrant dans la vie politique, syndicale et sociale. Aussi sensible que soit cette question, l'Etat ne peut en faire l'économie ni au niveau du débat, ni au niveau du traitement., en particulier actuellement où la succession monarchique et l'alternance démocratique ont coïncidé, offrant ainsi une opportunité historique exceptionnelle pour le changement et la modernité et pour libérer tant le pays que la question féminine du carcan identitaire qui les emprisonnent.

Posée pour la première fois sous la colonisation, où l'école et le travail salarié ont entamé la fissuration du système de genre traditionnel, la question féminine s'est emprisonnée dans une problématique identitaire qui la marque jusqu'à nos jours, suscitant un débat social profond, aussi bien dans les espaces publics que dans les familles. Certes, les éléments du débat ont quelque peu changé depuis la colonisation, en particulier avec la montée de l'intégrisme islamiste mais, l'Etat est interpellé quant à son rôle dans la promotion de nouvelles identités et le dépassement du système de genre patriarcal.

Les Fissurations du Systeme de Genre Patriarcal

Jusqu'au début du XXème siècle, le Maroc était une société fondée sur un ordre familial patriarcal millénaire, lui-même inséré dans un ordre économique et un ordre politique marqués alors et depuis déjà trois ou quatre siècles, par la décadence et l'absence d'innovations, fragilisant ainsi le pays et l'exposant aux convoitises d'un impérialisme européen porté par sa triomphante révolution industrielle.

A l'image de la majeure partie de l'humanité,¹ cet ordre patriarcal avait établi un système de relations familiales hiérarchisées, cette hiérarchisation étant fondée sur le sexe et sur l'âge, les hommes se donnant prééminence sur les femmes et les plus âgés sur les plus jeunes. Cet ordre patriarcal se traduisait, aussi, par un cloisonnement des espaces, les femmes étant confinées dans l'espace privé familial et exclues de l'espace public. Et, bien sûr, la hiérarchie et le partage des espaces et des rôles des deux sexes spécifiques à ce système de genre² patriarcal ont assis leur légitimité sur l'économique, le religieux, le culturel, le psychologique, de sorte qu'il était peu contesté et que ceux et celles qui se trouvaient en situation de dominés, non seulement trouvaient la chose << naturelle >>, mais en plus, et comble de l'ironie et de la soumission, ils étaient mis à contribution pour défendre le système et assurer sa reproduction/perpétuation !

Les lignes de fissuration du système de genre patriarcal

A partir de 1912, la colonisation allait saper les structures économiques et politiques de l'ordre social traditionnel, ce qui ne resta point sans effets sur la famille patriarcale. En effet, les premières fissurations du système de genre patriarcal sont apparues sous la forme du travail salarié et de la scolarisation des femmes introduites par la colonisation. Ce moment et ces deux changements fondamentaux sont des observatoires uniques de la dynamique du changement et de l'évolution d'une société pré-capitaliste, << bousculée de l'extérieur et malgré elle >>. Ces deux brèches allaient s'approfondir avec l'Indépendance jusqu'à remettre sérieusement en question les rapports hommes-femmes tant dans la famille que dans la société.

Le travail des femmes

De tous temps, les femmes marocaines ont travaillé dans l'espace domestique ; si la plus grande part de cette production alimentaire ou artisanale était destinée aux besoins propres de la famille, depuis toujours une partie de cette production féminine était orientée et écoulee sur le marché, que ce soit la production de tapis, de tissages, la confection, la transformation alimentaire etc ainsi que l'ont signalé les différents voyageurs depuis Léon l'Africain au XVIème siècle jusqu'à Charles de Foucauld à la fin du XIXème. Néanmoins, cette

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

production restait limitée dans ses proportions et n'était jamais passée au stade organisé de l'atelier ou de la manufacture, premières étapes vers la transformation des rapports de production pré-capitalistes.

Avec le Protectorat et l'introduction d'un système économique capitaliste par les colonisateurs français, les structures économiques agricoles, artisanales et commerciales traditionnelles ont été progressivement désagrégées, créant une force de travail libre et prête à se mettre au service du capital colonial. Si cette désagrégation des structures et des rapports sociaux dans l'agriculture, a touché la vie des hommes, elle n'est pas restée sans effets sur les femmes. Ainsi, dès les années 1920, les conserveries de poisson installées à Agadir, ont eu recours à la force de travail féminine mais il est intéressant d'en remarquer les conditions : ces femmes étaient ramassées, par camions, dans leurs tribus d'origine pour être amenées à Agadir, pour une période de trois ou quatre mois où elles logeaient dans des douars de tentes *sous le contrôle d'un cheikh désigné par leur douar ou tribu d'origine*.³ Ainsi donc, << la première sortie >> des femmes hors de l'espace tribal était assurée sous le contrôle de la famille patriarcale ou de la tribu, gardiennes des valeurs traditionnelles, en particulier des rapports de sexe.

Si des statistiques précises sur l'emploi sont inexistantes pour cette période des années vingt, le mouvement de prolétarianisation des femmes a continué à s'élargir et, au recensement de 1951, dans la zone du protectorat français,⁴ les femmes musulmanes salariées étaient 67.000 contre 7.000 pour les israélites et 19.000 pour les Européennes : certes les Marocaines musulmanes étaient plus nombreuses que les autres, mais, d'une part cela ne représentait qu'une faible proportion de la population féminine, d'autre part, elles sont restées concentrées dans les services domestiques, l'agro-industrie et la confection car sans qualifications, à la différence des deux autres groupes plus instruits.

Pourquoi insister sur le salariat et quelle est la relation avec le système de genre ? Le salariat est une brèche dans le système de genre patriarcal dans la mesure où il s'exprime par la sortie régulière des femmes dans l'espace public non familial, le plus souvent hors de contrôle des hommes et qu'il instaure une certaine indépendance économique et donc culturelle des femmes, malgré toute la violence et les conflits que génère le salaire des femmes⁵

L'instruction des filles

Jusqu'au protectorat français instauré en 1912, le système scolaire traditionnel n'avait fait aucune place pour les petites musulmanes ; pour les petites israélites, si l'enseignement talmudique leur était fermé à elles aussi, les écoles de l'Alliance Israélite Universelle leur furent ouvertes dès la deuxième moitié du XIXème siècle ce qui leur donna une longueur d'avance sur leurs compatriotes musulmanes, aussi bien en matière de scolarisation que d'activité, cette activité étant plus qualifiée du fait de leur instruction.

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

De ce fait, les musulmanes n'accéderont à un système scolaire qu'avec le Protectorat⁶, mais l'offre était socialement marquée du fait, qu'à ses débuts, ce système a ciblé uniquement les citadines et qu'il s'est limité aux travaux manuels, à l'hygiène et à quelques rudiments de langue et de calcul. Ainsi, donc, cette éducation visait uniquement l'amélioration des performances des filles en tant que futures épouses et futures mère s'inscrivant dans la perpétuation du système de genre patriarcal traditionnel. Cet enseignement manuel ne fut fréquenté, quoique peu massivement, que par les filles de condition modeste et boudé par les filles de la bourgeoisie auxquelles on ouvrit, dans les années trente,⁷l'enseignement moderne.

Le produit de cet enseignement moderne apparut quand les premières femmes réussirent le fameux CEP ou Certificat d'Etudes Primaires : elles furent au nombre de sept en 1942, sept en 1943, quatorze en 1944 et quinze en 1945. Mais à partir de ce moment, avec la mobilisation du roi MohamedV et des nationalistes, le mouvement de scolarisation va s'accélérer et les effectifs allaient passer de 4.874 fillettes inscrites à l'école primaire en 1938 à 16.000 en 1946 et à 50.000 en 1955, à la veille de l'Indépendance⁸

La question féminine prisonnière du carcan identitaire construit par les hommes

Si l'entrée au travail salarié des femmes dans les industries coloniales ne semble pas avoir suscité de réactions ou de résistances particulières, probablement parce qu'il n'a pas concerné les filles et les femmes de l'élite intellectuelle, économique et politique, en majorité citadine,⁹ par contre, la scolarisation des filles a suscité beaucoup de débats et de polémiques dans un mouvement de convergences-divergences des différents acteurs sociaux que ce soit l'Etat, les intellectuels et les partis politiques ou les familles.

L'école a suscité un large débat public mais elle a, aussi, posé des problèmes aux familles partagées entre, d'un côté, l'appel de la modernité et, de l'autre, leur désir profond de perpétuation/reproduction de l'ordre familial ancien perçu comme l'un des éléments fondateurs de l'identité nationale menacée par la colonisation.

Le débat public sur la scolarisation des filles

Ces changements nous interpellent sur les positions et les comportements des acteurs sociaux, en particulier le roi et les partis politiques, aussi bien sous la période coloniale¹⁰ qu'à l'avènement de l'Indépendance.

L'observation des acteurs étatiques, essentiellement le roi et les partis politiques met en évidence un double paradoxe : le rôle déterminant des hommes pour la libération de la femme sous la période coloniale mais leur

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

effacement face à la lutte des femmes après l'Indépendance. Toujours dans ce double paradoxe, alors que les femmes ont, sous la période coloniale et globalement, suivi les hommes sans proposer un point de vue propre, à l'Indépendance et à partir du moment où elles ont entamé une réflexion/mobilisation féministe propre, les hommes se sont effacés ! En effet, au Maroc, comme dans la majorité des pays arabes hors-golfe, la question féminine a d'abord été posée par des hommes et, dans les pays alors colonisés, la libération de la femme était presque vécue comme inséparable voire constitutive de la libération politique nationale et du progrès économique et social. Reprenant en cela les thèses des penseurs de la Nahda égyptienne comme Qassem Amine ou Mohamed Abdouh, des intellectuels ou nationalistes comme Tahar Haddad en Tunisie ou Allal El Fassi au Maroc, ont proposé des lectures plus ou moins nouvelles de l'Islam concernant la femme et, il n'est pas excessif de dire que les premiers féministes arabes ont été des hommes mais que, malheureusement, ce << féminisme masculin >> s'est arrêté à l'orée de l'Indépendance, sauf pour la Tunisie où il s'est transformé en véritable << féminisme d'Etat >>¹¹ sous la houlette du président Bourguiba.

Dans un tel contexte, l'instruction des filles fut un enjeu important et parfois contradictoire entre les différentes parties en présence.

Pour l'Etat colonial, il fallait scolariser peu, à petites doses, juste de quoi former les ouvriers dont on avait besoin mais l'enseignement professionnel n'était pas adapté aux enfants de la petite et moyenne bourgeoisie citadine pour lesquels on créa les écoles et collèges de << fils de notables >>. Cet enseignement semblable à celui des Européens était à double tranchant : plus il formait de cadres et plus ces jeunes retournaient leur enseignement contre les colonisateurs, au nom des valeurs des patries d'origine et au nom des grands penseurs européens ! Instruire ces jeunes conduisait, à terme, à la négation de l'Etat colonial instaurateur de cette instruction. En ce qui concerne les filles, le premier système mis en place au lendemain du protectorat se plaçait dans l'ordre familial patriarcal et il ne visait nullement à perturber cet ordre, se contentant d'inculquer des rudiments de lecture, de calcul, de cuisine, d'hygiène et de travaux d'aiguille.

Pour le roi Mohamed V, et en vue de lever les résistances culturelles à la scolarisation des filles, il fallait donner l'exemple en scolarisant ses propres filles et la réussite de sa fille au CEP en 1942 a joué un rôle important pour les parents et les filles. Cet événement, joint au discours de 1947 qu'a prononcé la princesse Lalla Aïcha, en public et la tête découverte, ont joué un rôle fondamental dans le changement des comportements des parents vis-à-vis de la scolarisation des filles, malgré les réactions négatives de certains oulémas. Cet acte royal a été un véritable électro-choc, qui a marqué/perturbé la société marocaine des années quarante, un choc fondateur d'un débat et d'une mise en mouvement vers la libération nationale et la modernité, tant pour le pays que pour ses femmes.

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

Pour les intellectuels marocains formés dans l'enseignement traditionnel, l'école française exerçait un mouvement permanent et contradictoire d'attraction/répulsion, en particulier concernant les filles. Ce débat sur la scolarisation des filles était conduit majoritairement par les hommes, à un moment où les femmes étaient quasi-totalement analphabètes et privées d'une voix publique, de sorte qu'elles étaient plus le sujet que l'acteur de ce débat. Par ailleurs, cette construction masculine de la question féminine était marquée du sceau de l'identité, une identité contradictoirement vécue par les différents protagonistes :

- pour les jeunes intellectuels et nationalistes modernistes, à titre personnel, l'instruction de leurs futures épouses devenait indiscutable tandis que, au niveau collectif, la scolarisation des filles devenait, dans le sillage de la résistance au colonialisme, un des symboles de la libération nationale du joug colonial.
- pour les nationalistes salafistes et les oulémas conservateurs,¹² l'école allait pervertir les filles des valeurs traditionnelles¹³ et seul l'enseignement religieux était acceptable pour elles.

Beaucoup de ces intellectuels et nationalistes étaient marqués par la pensée de la Nahda¹⁴ égyptienne et donc tous reprenaient le slogan de scolarisation des filles et, il n'est donc pas abusif de dire que les premiers << féministes >> arabes, et marocains en particulier, ont été des hommes puisque ce sont eux qui ont porté cette question sur la place publique même si, pour eux, la scolarisation des filles n'était souvent revendiquée que pour en faire de bonnes mères et de bonnes épouses. Si donc le principe de la scolarisation n'a pas posé problème, par contre le système français était rejeté au motif de l'acculturation, la question identitaire étant toujours plus fortement invoquée pour les filles que pour les garçons. C'est dans cet esprit qu'a été créé un système nationaliste d'enseignement << Les écoles libres >> dirigé par les Nationalistes et ouvert aux filles comme aux garçons. Cet enseignement sera, cependant, boudé par les fils et les filles de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie qui continueront à fréquenter les écoles françaises.

Les familles, les filles, l'école et le mariage

Pour les familles, la scolarisation des filles n'a pas été chose aisée, surtout que beaucoup d'oulémas s'y sont opposés, accusant l'école de pervertir les filles. Il a fallu l'engagement personnel et courageux d'un père, d'une mère, d'un frère, parfois de grands-parents pour que les premières filles aillent à l'école, bravant les moqueries et les insultes du voisinage ou de la famille. La majorité de

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

ces filles n'ont guère poussé très loin les études mais elles y ont goûté et par la suite, naturellement, elles ont été plus disposées à scolariser leurs propres filles. Le mouvement était lancé, pour toujours.

Je voudrais présenter quelques anecdotes et souvenirs sur les débuts de la scolarisation des filles : au moment où ma sœur a été scolarisée en 1950, ma mère a dû résister aux critiques de sa famille << Tu veux qu'elle devienne chrétienne ?>> alors que la mère d'une amie d'El Jadida, scolarisée en 1946 reprochait à son père de vouloir faire de sa fille une << postière juive >>.¹⁵ Je me souviens d'une amie de Tanger dont la mère et la tante ont été parmi les premières femmes passant le baccalauréat mais dont la mère, paysanne mariée à un riche citadin, avait tellement honte de la scolarisation de ses filles qu'elle éteignait les lumières pour que les voisins ne voient pas, à travers les fenêtres, ses filles en train de faire leurs devoirs scolaires. Je me rappelle aussi que, dans les années soixante, les filles des familles de Rabat qui habitaient encore en médina ne pouvaient pas porter de pantalons ou de tenue << indécente >> pour aller au collège de jeunes filles Lalla Nouzha et beaucoup de ces filles portaient la jellaba, souvent imposée comme condition pour continuer les études secondaires. Outre le contrôle vestimentaire, que de filles subissaient aussi le contrôle concernant la durée du trajet ou leurs fréquentations. Un frère, un parent, un fiancé ou tout autre personne suivant la jeune fille jusqu'au collège ou au retour du collège, ce n'était pas une pratique étonnante à ce moment-là, dans les années soixante ! Pour les familles, la vertu des jeunes filles restait capitale pour le mariage et le mariage l'unique objectif d'une vie de femme.

A propos de mariage, ce dernier a joué, paradoxalement, comme un facteur positif et déclenchant pour la scolarisation des filles. Comment ? Tout simplement, du fait que les garçons scolarisés plus tôt que les filles, soit dès 1920, ont commencé à refuser des Marocaines analphabètes et à épouser des Européennes poussant ainsi les parents à scolariser leurs filles de peur qu'elles ne restent célibataires. Cependant, cet engagement des parents atteignait très vite ses limites et, dès qu'on venait demander la main de leur fille, très peu de parents résistaient de sorte que les premières filles scolarisées ont rarement poussé leurs études. Ainsi donc, l'école restait étrangement et contradictoirement dépendante du mariage puisque c'est pour le mariage qu'on y inscrivait les filles mais que c'est pour ce même mariage qu'on les retirait. Mais petit à petit, dans les années soixante, des pères ou des mères commencèrent à refuser de marier des filles en invoquant << la poursuite des études >>, des fiancés acceptèrent d'attendre que leurs fiancées << passent le bac >>, des pères exigèrent à travers le contrat de mariage << que le mari laissera sa femme étudier >>.¹⁶

Dans ce mouvement social, aussi bien le roi que les intellectuels regroupés dans le mouvement national de résistance au protectorat puis dans les partis politiques du Maroc indépendant ont appréhendé la scolarisation des filles comme un changement et une amélioration des capacités des femmes en matière

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

familiale, dans le domaine de l'hygiène, de la cuisine, du suivi des enfants, de la compréhension des besoins du mari. Nous restons dans l'ordre familial traditionnel où le but suprême d'une femme est le mariage, les enfants et la vie familiale ; au service du mari, des enfants, de la belle-famille, dans cet ordre familial les femmes n'ont aucune place pour la différence ou l'innovation dans le partage des tâches entre époux ou entre sexes : on prend sa place dans un système rôlé et on s'applique à le reproduire à l'identique d'une génération à l'autre.

Avec la scolarisation des filles, pour les parents, les intellectuels, les partis politiques, peut-être pour de nombreuses filles, l'école devait améliorer les << performances >> des femmes mais en gardant en place l'essence du système de genre patriarcal. Nous ne sommes pas encore dans la rupture et dès que le mariage pointe à la porte, l'école lui cède le pas. Ainsi donc, le projet matrimonial supplante toujours le projet scolaire mais, dans ce mouvement social, on se rend compte que les générations de femmes accumulent les unes sur les autres : de plus en plus de filles sont instruites (actuellement elles se comptent en millions), instruites de plus en plus longuement et dans tous les domaines du savoir et, naturellement, elles aspirent à faire carrière et à acquérir une autonomie financière, progressivement elles installent d'autres modes de relation avec les hommes aussi bien dans la famille que dans l'espace public, ensuite et peu à peu, elles s'inscrivent dans l'espace public non professionnel, en particulier en interpellant les acteurs politiques sur leur besoin de changement, sur la réalité d'un changement qui bute sur la loi, cette loi qui s'est dressée en gardienne des valeurs traditionnelles, des valeurs qui ne renvoient plus la nouvelle image et la nouvelle réalité des femmes.

L'indépendance Et La Nouvelle Formulation De La Question Feminine

En dépit de tous les débats, les controverses et les résistances qui ont marqué les débuts de la scolarisation des filles, les familles ont emmené les filles à l'école et ce mouvement a connu une formidable accélération au lendemain de l'Indépendance, surtout dans le milieu urbain. Cette scolarisation des filles a, presque naturellement, débouché sur le travail salarié, sans que le mouvement subisse des résistances insoutenables.

C'est par l'école puis par le travail et avec l'accord des familles, que s'opèrera la grande sortie publique des femmes, une sortie projetée dans le cadre de la famille patriarcale mais qui portera en elle les germes du dépassement de cette famille patriarcale, avec les revendications féministes d'une famille égalitaire. Cette grande sortie des femmes sera marquée par un revirement total de la question féminine et par sa réappropriation par les femmes. En effet, si la question féminine posée sous la colonisation et par les hommes, sans une véritable implication des femmes, a porté surtout sur la scolarisation ou non des

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

filles, à l'Indépendance, les femmes scolarisées vont prendre en charge leur question féminine et poser des problématiques plus audacieuses comme le droit à l'égalité dans la famille et l'espace public. Dans ce débat féminin sur la question féminine, les hommes politiques se sont bizarrement éclipsés, reportant à plus tard cette question mais tant les partis que l'Etat doivent trancher, car cette question est éminemment politique et qu'elle a une portée qui dépasse largement les femmes

La grande sortie des femmes

A l'Indépendance, un des grands slogans, aussi bien de l'Etat que des différents partis, a été la scolarisation de tous les enfants et, ainsi, les effectifs scolarisés se multipliaient d'année en année. Si le mouvement toucha les deux milieux, urbain et rural, et les deux sexes, cependant l'intensité ne fut pas égale et, en 1994, 55% de la population était encore analphabète soit 41% pour les hommes contre 67% pour les femmes, cette proportion touchant 89% des femmes rurales contre 49% pour les citadines¹⁷. La scolarisation des filles restait plus faible que celle des garçons : le taux de scolarisation des enfants de 7-13 ans¹⁸ était de 49,5% pour les filles contre 68,3% pour les garçons soit 54,5% et 24,6% pour les garçons et les filles du milieu rural contre respectivement 84,7% et 78,1% en milieu urbain. Il faut signaler que, depuis 1994, il y a eu une mobilisation gouvernementale importante qui a sensiblement réduit ces différences permettant au Maroc de se classer, en 2001,¹⁹ au 112^{ème} rang du développement humain après être monté jusqu'au 124^{ème} rang en 2000.

Malgré le retard relatif des filles, en valeur absolue, elles sont nombreuses à être scolarisées : en 1994, sur 4.797.000 Marocains scolarisés, près de deux millions étaient des filles soit 41% des effectifs, cette proportion étant bien plus forte en urbain avec 46,8% qu'en rural avec 27,5%. Cette féminisation des effectifs scolarisés se décline à 42% pour le primaire, 43% pour le secondaire et 40% pour le supérieur et elle a atteint également le corps enseignant où les effectifs sont féminisés à 35% dans le fondamental public, 30% dans le secondaire et 25% dans le supérieur.

Ce vaste mouvement de scolarisation des filles allait trouver un débouché dans le marché du travail et, là aussi, le travail des femmes n'a pas trouvé de véritable opposition des familles, même si certaines résistances ont longtemps persisté.

La fermeture du monde politique aux femmes

Si l'instruction, le travail et la mobilisation des femmes dans les activités de résistance au colonialisme et de lutte pour l'Indépendance politique ont permis aux femmes, dans les années trente-quarante, d'accéder à l'espace public et politique, malheureusement et paradoxalement, cet enthousiasme est retombé

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

après 1956 où les femmes et la question féminine²⁰ allaient connaître un certain repli. Il a fallu attendre une nouvelle génération de femmes, celles scolarisées en masse au lendemain de l'Indépendance, pour remettre à l'ordre du jour la question de leur statut dans la société, à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Ces femmes, parmi lesquelles beaucoup avaient eu un parcours politique partisan, ont progressivement opté pour la forme militante associative laquelle a permis une avancée indéniable, aussi bien dans l'espace associatif que dans la société alors que le monde politique leur restait fermé ou sourd à leurs revendications.

C'est parmi les premières femmes instruites qu'ont été recrutées, dans le mouvement de résistance à l'occupation française, les premières femmes politiques du Maroc moderne, Zhor Lazraq, Fatima Hassar ou Malika El Fassi, cette dernière ayant été la seule femme signataire du Manifeste de l'Indépendance en 1944. Elles ne furent pas les seules femmes à se mobiliser contre le Protectorat français et la participation active de toutes les femmes aux actions de résistance était une réalité incontestable quoique non encore suffisamment étudiée et valorisée.

Cette ouverture politique aux femmes s'est arrêtée avec l'Indépendance et cette << parenthèse >> politique et publique s'est refermée sur les femmes lesquelles ont quasiment disparu de la scène politique et publique marocaine. Ainsi, aux élections communales de 1960, elles ne furent que 14 à présenter leur candidature sur un total de 17174 candidats et, même plus tard, leur poids politique restera toujours faible voire dérisoire puisque leurs candidatures n'ont jamais dépassé les 2%. Rares au niveau des candidatures, les femmes l'ont été encore plus au niveau des élus, aussi bien lors des élections communales que des législatives. Ainsi, aux communales de 1960, aucune femme n'a été élue. Pour ce qui est des législatives, il a fallu attendre 1993 pour que les deux premières femmes accèdent au Parlement, trente huit ans après l'Indépendance du pays et 1996 pour que soient nommées les quatre premières femmes Secrétaires d'Etat.

Pourquoi un tel recul politique ? Comme dans d'autres pays musulmans, exception faite de la Tunisie, l'Indépendance politique a marqué le retour de la femme à son foyer, loin de l'espace public, rejetant aux oubliettes l'engagement symbolique²¹ de 1947. Ainsi, la promulgation, en 1959, de la Moudouana ou Code du Statut Personnel, sur proposition du leader du parti de l'Istiqlal a constitué une véritable chape de plomb qui s'est rabattue sur les femmes, leur rappelant les limites jugées << acceptables >> de l'évolution, cette Moudouana ayant codifié les relations familiales et les relations entre les hommes et les femmes dans un cadre rétrograde, non égalitaire et donc non démocratique. Cette promulgation a, certainement, beaucoup contribué à briser l'élan politique des femmes.

Boudée par les partis politiques, la question féminine allait disparaître de la scène publique pour ne réapparaître que dans les années quatre-vingt, sous l'impulsion des associations féminines alors nouvellement créées. C'est cette

impulsion associative nouvelle qui va porter la question féminine au centre des débats sociaux.

L'afflux/fuite/expulsion des femmes vers l'espace associatif

Avec la promulgation de la Moudouana en 1959, la question féminine est entrée dans une longue phase de latence, seulement réactivée lors des épisodes électoraux et, il a fallu attendre une nouvelle génération de militantes lesquelles, face à l'insensibilité et à l'absence d'écoute de leurs propres partis, se sont organisées en associations féminines et, c'est ce mouvement associatif qui a, à partir de 1985, porté à nouveau la question féminine sur la place publique. Pourquoi cet afflux vers l'espace associatif, fuyant ainsi des cadres politiques partisans qui les ont presque expulsées pour ne pas avoir à gérer cette question féminine, qui restaient une << contradiction secondaire >> et non prioritaire pour de nombreux militants de gauche ?

Depuis 1985, une demi douzaine d'associations féministes ont vu le jour et la prise en charge de la question féminine par ce mouvement associatif a permis une formidable médiatisation de cette question, longtemps considérée tabou car perçue comme étant contestataire de l'Islam. Code inspiré de la Charia ou loi islamique, édicté en 1959, le code du Statut Personnel ou Moudouana était considéré comme << intouchable >> et les premières revendications féministes de changement de certains de ses articles ont été perçues comme impies et sacrilèges par certains milieux traditionalistes religieux et politiques.

Malgré ce handicap, petit à petit, se renforcera la mobilisation générale des femmes et de l'opinion publique sur leur condition juridique, ce qui sera à l'origine des premiers amendements de la Moudouana en 1993. Même si ces amendements ont été mineurs quant à leur contenu, ils sont majeurs quant à leur symbolique dans la mesure où ils ont ouvert une brèche dans le principe de l'inviolabilité et de la sacralité de ce code.

La question féminine au centre de la société

Sous l'impulsion des associations de femmes, la question féminine, que ce soit dans son volet juridique, social ou politique, a, progressivement été portée au cœur de toute la société. Les revendications des associations féminines ont, petit à petit, été reprises et relayées par d'autres acteurs sociaux, mettant ainsi la question féminine au centre des débats sociaux.

Dès la création formelle des associations, et parfois bien avant, des journaux féministes ont été fondés et, là, nous citerons deux expériences : le journal << 8 Mars >>, fondé en 1985 et qui a été à l'origine de la naissance de l'Union de l'Action Féminine en 1987 et le journal << Nissa Al Maghrib >> fondé par l'Association Démocratique des Femmes du Maroc en 1986. Cependant la

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

question féminine a souvent été reprise par des magazines comme << Kalima >> publié dans les années quatre-vingt, qui lui aussi a disparu, non pas pour des raisons techniques et financières, mais du fait de la censure puis les deux magazines féminins << La citadine >> et << Femmes du Maroc >>, qui, bien que se déclarant plutôt féminins que féministes, n'ont pu s'empêcher de couvrir les actions des associations.

Les activités et les revendications des associations de femmes ont été reprises par leurs journaux, par ceux des partis politiques mais, aussi, par les media officiels, la radio et la télévision en particulier qui ont commencé à traiter de la question féminine et, même, à ouvrir des émissions et des temps d'antennes aux associations de femmes. Toujours sur le plan médiatique, les maisons d'édition ont commencé à s'intéresser à la thématique féminine, voire féministe de même que le cinéma qui a fait beaucoup de films réussis sur le thème.

Cette socialisation remarquable du débat sur la question féminine ne doit pas faire oublier le contexte national, régional et international marqué par la montée du mouvement intégriste dont les deux chevaux de bataille ont été l'identité et la question féminine, ces deux questions étant intimement liées au point de constituer les deux facettes d'une même problématique. Face à ces lectures rétrogrades de l'islam, les hommes politiques de gauche ont été incapables de développer des lectures progressistes et ouvertes du Coran lesquelles ont toujours existé dans la longue histoire de la pensée islamique.

L'etat et L'evolution Du Systeme De Genre

S'il est indéniable que l'engagement pour la scolarisation de tous et de toutes a été maintenu, du moins au niveau des slogans politiques, par contre dans la représentation des rôles des femmes et des hommes dans la société, l'Etat et les hommes politiques, tant ceux qui l'ont animé que ceux qui s'y sont opposés, ont été unanimes et sans ambiguïtés quant à la place mineure qu'ils attribuèrent à la femme que ce soit dans la Moudouana, les structures et les programmes politiques ou encore dans la hiérarchie administrative.

La Moudouana et la confirmation du système de genre patriarcal

Au lendemain de l'Indépendance, les lois concernant la famille ont été formalisées dans le Code du Statut Personnel ou Moudouana mais cette formalisation s'est faite dans le sens le plus conservateur du terme alors même que son élaboration a été menée par les intellectuels nationalistes et que le roi Mohamed V, qui a été le champion de la modernité en 1947, a entériné ce projet qui ramenait les femmes à leur éternelle condition de mineure sans voix ni droit pour les choses qui les touchent le plus près à savoir le mariage, le divorce, la

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

polygamie, la tutelle. Cet élan féminin brisé par cette Moudouana qui, ainsi, prescrivait un retour des femmes au foyer s'est accompagné d'un refus du politique par les femmes et d'un refus des femmes politiques par les hommes politiques et ce désenchantement politique des femmes a mis fin aux rêves et aux espoirs tant attendus de la libération nationale.

La vie continua son chemin en matière de scolarisation et d'activité pour les femmes mais sans que l'Etat dessine un véritable projet volontaire de changement de la condition féminine : par exemple, l'obligation de scolarisation des enfants jusqu'à l'âge de 15ans ne fut accompagnée d'aucun suivi alors que dans le milieu rural, dans les années soixante et soixante-dix, le mariage était, souvent, bien plus précoce que les 15ans prescrits par la Moudouana, là aussi sans que l'Etat impose une quelconque correction tandis que le travail des petites domestiques de moins de 10-15ans n'attirait aucun courroux de la part de l'Etat.

Progressivement, à la fin des années soixante dix et au début des années quatre-vingt, la scolarisation et le travail salarié des femmes atteignirent un tel seuil critique qu'ils suscitèrent des aspirations et des revendications pour une nouvelle place de la femme dans la famille et dans la société, tout ceci dans un environnement international marqué par la révolte de Mai 68 en Europe, la montée du féminisme et la reprise de certains de ses thèmes par les organismes internationaux comme les Nations-Unies qui font que 1975 sera déclarée la première Année internationale de la femme.²² Là aussi, les jeunes militantes de gauche, malgré de vives pressions sur les militants et les appareils politiques, apprirent très vite que la question féminine << n'était qu'une contradiction secondaire qui ne pouvait être résorbée qu'après la contradiction principale >> autrement dit elle n'était pas vraiment à l'ordre du jour même si de temps en temps on faisait plaisir aux militantes en prenant des positions favorables, en discours, sans plus. Ce sont ces militantes de gauche qui, face à l'indifférence de leurs partis, ont commencé à s'en détacher, progressivement, pour constituer la première association de femmes en 1985²³, immédiatement suivie par plusieurs autres, chacune constituée, en majorité, des militantes issues d'un même parti.²⁴

L'Etat et ses difficultés à promouvoir un système de genre égalitaire

L'Etat n'est pas resté sourd ou imperméable aux revendications des femmes, mais s'il a été, relativement ouvert à l'amélioration des conditions de vie matérielles des femmes, par contre dès qu'il a été interpellé sur la promotion d'un système de genre égalitaire, il a ressenti des hésitations et des difficultés manifestes, d'autant plus que l'opposition intégriste a fait de cette question un axe fondamental de sa réflexion et de sa mobilisation politique contre le gouvernement de gauche nouvellement désigné.

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

Toute cette mobilisation gouvernementale était relativement bien vécue tant qu'il s'agissait d'améliorer les conditions de vie matérielle des femmes, en particulier pour les plus pauvres et les rurales, par l'élargissement de leur accès à l'école, à la santé, à l'eau etc. Les classements du Maroc en matière de développement humain le faisant pointé du doigt par la communauté internationale, en particulier à cause de ses faibles performances quant à la vie des femmes, l'IDH ou indicateur du développement humain du PNUD commença à être ressenti comme une véritable épée de Damoclès au dessus de la tête du gouvernement, avec une certaine efficacité, il faut le reconnaître, puisque l'amélioration de la scolarisation des filles rurales, la baisse de la mortalité maternelle et la réduction de la mortalité infantile ont fait des progrès significatifs.

Si ces progrès matériels sont incontestables, l'engagement de l'Etat a bien montré ses limites dans le domaine juridique et politique et même si le Maroc en vint à adhérer, avec des réserves,²⁵ à la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes, cela n'eut aucune répercussion sur la réalité du système de genre puisque la Moudouana n'était toujours pas changée²⁶

A l'issue de la Conférence Mondiale sur la Femme tenue à Beijing en 1995, la pression des associations, des Nations-Unies, des organismes de la coopération internationale et bilatérale, des ONG internationales se fit plus forte sur le gouvernement technocratique de l'époque. Il essaya de la réduire par la nomination des premières femmes directeur central puis des premières Secrétaires d'Etat. Cela fut insuffisant et le gouvernement fut poussé à un engagement plus conséquent envers l'amélioration de la condition féminine et, c'est ainsi, qu'en 1998, se réunit une commission multipartite d'élaboration d'une stratégie²⁷ dirigée par une des quatre premières femmes Secrétaires d'Etat, Zoulikha Nasri. Cette commission n'eut pas le temps d'avancer dans son travail puisque fut nommé, en Mars 1998, un gouvernement d'alternance dont l'ossature était constituée des partis de gauche ; son travail sera repris par le nouveau gouvernement d'alternance, ce qui donnera une nouvelle orientation à cette stratégie, les militantes féministes, membres de la commission, étant sûres du soutien gouvernemental, en particulier du premier ministre socialiste. Ce travail a abouti en Mars 1999 où le premier ministre lui-même a présenté << Le plan national d'action pour l'intégration de la femme dans le développement >>. Malheureusement, face à l'opposition et à la mobilisation du ministère des Habous,²⁸ de nombreux oulémas, des partis et mouvements fondamentalistes, de certains partis politiques et de certains responsables des partis de la majorité, le gouvernement recula et se désolidarisa, de facto, du ministre Said Saadi en charge de l'élaboration de ce plan d'action. A ce recul répondit une plus grande mobilisation des partisans et des opposants à ce plan d'action laquelle culmina en Mars 2000 avec les deux marches rivales de Rabat et Casablanca.

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

Quelles leçons en tirer concernant l'Etat et l'évolution du système de genre ? Tant qu'il s'agissait d'école ou du travail des femmes, lesquels n'ont pas été, a priori, perçus comme facteurs de perversion des rapports de genre dans la société, en particulier au sein de la famille, l'Etat a accompagné le mouvement, poussant à la scolarisation des filles et ne s'opposant pas au travail des femmes. Mais, quand, dans les années quatre-vingt-dix, cet Etat a été plus fortement interpellé pour la réforme de la condition féminine, en particulier à travers la Moudouana, il a eu du mal à s'engager sur la voie de la remise en question << pensée et acceptée >> de l'ordre familial patriarcal et de son système de genre. Jusqu'à aujourd'hui, l'Etat, bien que les socialistes et les partis de gauche soient dans la majorité gouvernementale, est allé au maximum de ce que lui permettait sa culture machiste, sous prétexte de respect de la religion et des traditions, perpétuant ainsi l'idéal du système de genre traditionnel.

En Guise de Conclusion

La Question Feminine est Eminemment Politique en Terre D'Islam

L'autonomisation des femmes par rapport aux partis politiques a permis une remarquable avancée de la question féminine et son élargissement à des espaces non associatifs mais elle a, en même temps, constitué un piège pour les femmes : elles se sont enfermées dans un ghetto, entre elles, dans un espace sans pouvoir politique. Cet enfermement a déchargé les hommes politiques, en particulier ceux de la mouvance démocratique supposés être les agents du progrès et de la modernité, de cette question féminine (qu'ils n'ont jamais comprise ou soutenue) et ils ont laissé les femmes se débattre entre elles, pour s'occuper, eux, de << choses sérieuses >>, de questions politiques. Il semble que l'espace politique est fondamentalement masculin, pour ne pas dire machiste, et réfractaire à toute autre culture ou logique, féministe en particulier et la vie dans les partis politiques est telle que même les femmes qui y militent se moulent dans le jeu politicien et, dans ce jeu, les femmes deviennent des << hommes politiques >> et oublient souvent leur engagement féministe. De ce fait, toute avancée des femmes dans ce domaine devrait passer par une réflexion sur ce monde politique et sur les moyens d'y introduire une nouvelle culture.

La question féminine est éminemment politique en ce sens, qu'actuellement, dans le monde musulman, dont le Maroc, elle est le baromètre de la capacité des hommes politiques à être visionnaires et de leur engagement réel sur la voie du changement social et de la modernité. Dans ce contexte, le changement politique n'est pas seulement un changement de gouvernement ou de programme d'action, il est le changement de projet de société. Or, pour promouvoir un projet de société alternatif, la classe politique ne peut faire

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

l'économie d'un débat sur les valeurs de base de cette société, dans un contexte national et international marqué par la montée de l'intolérance et l'intégrisme.

En ce qui concerne le traitement de la question féminine au Maroc, la classe politique avance, souvent, de façon légère, la nécessité de concilier les valeurs spécifiques liées à notre culture et à l'Islam et les valeurs de la pensée universelle. Ce type de raisonnement << à la carte >>, choisissant ce qui plaît dans l'un et dans l'autre, est inacceptable dans la mesure où l'histoire, les fondements et la démarche des deux systèmes de pensée sont différents et, parfois antagoniques ; ceci amène à raisonner autrement qu'en conciliation : il faut faire des choix et des raisonnements plus poussés et, là, les hommes politiques doivent être moins frileux et plus audacieux et prendre conscience que, autour de la question féminine, se pose des problématiques beaucoup plus existentielles pour le pays et pour la région.

En Algérie, les hommes politiques ne se sont pas vraiment solidarisés avec les femmes au moment de la promulgation du code de la famille, ne voyant pas que, derrière cette question, se profilaient des projets de société différents ; ce code de la famille, véritable brèche dans la construction d'un projet démocratique moderne, a constitué un tremplin pour le conservatisme pour contester l'évolution démocratique dans ses fondements universalistes.

Autour de la question féminine, des rapports entre le spécifique et l'universel, se posent un certain nombre d'autres questions fondamentales auxquelles nos sociétés doivent répondre pour pouvoir avancer : l'inégalité dans la famille est-elle compatible avec la démocratie dans l'espace public ? Peut-on être inégaux dans un espace et égaux dans un autre ? Pourquoi le code du statut personnel est-il le seul code marocain d'inspiration religieuse ? Est-il évident et acceptable que la religion ait vocation à traiter de tous les aspects de la vie humaine et sociale dans un monde de plus en plus complexe et en évolution rapide ? Cette << omnipotence et omniscience >> rend-elle service à la religion ? La religion ne gagnerait-elle pas à se limiter à l'espace privé, intime et personnel ? N'y a-t-il pas place pour la rationalité, la créativité, l'autodétermination ? L'identité ne peut-elle être qu'une ou bien est-il possible qu'elle soit plurielle ?

Les exemples de l'Iran, de l'Algérie et, récemment, de l'Afghanistan (où les premières mesures décrétées par les Taliban ont visé les femmes auxquelles on a interdit d'aller à l'école et de sortir travailler), ces exemples montrent que la question féminine est éminemment politique en terre d'Islam et qu'elle ne peut être traitée que politiquement.

<< This is a revised version of a paper presented at the International Colloquium: gender, population and development in Africa, Abidjan, Côte d'Ivoire, 16-21 July, 2001.

Endnotes

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

1. Si la famille patriarcale est commune à toute l'humanité, il y eut cependant quelques exceptions matriarcales mais qui sont restées limitées dans le temps et dans l'espace.
2. Rappelons le sexe nous renseigne sur les différences biologiques entre hommes et femmes mais que les relations de genre montrent comment les différences naturelles se sont transformées en inégalité et inégalités sociales, juridiques, économiques etc, sur la base d'une construction humaine.
3. Nadira Barkallil, La naissance et le développement du prolétariat féminin urbain, Thèse de troisième cycle, Université MohamedV, Rabat 1990
4. Le Maroc a vécu, de 1912 à 1956, sous trois zones de protectorat : une zone espagnole au Nord et au Sahara, une zone française dans le reste du pays et une zone internationale dans la ville de Tanger
5. Selon de nombreuses associations marocaines de femmes, le salaire des femmes est un facteur important des conflits et de la violence conjugaux et une cause fréquente de divorce
6. C.Alaoui, N. Barkallil et autres, "Femmes et éducation", *Le Fennec*, Casablanca, 1994
- Avant cette période, seules quelques filles de familles bourgeoises recevaient un enseignement traditionnel religieux à domicile
7. Cet enseignement moderne avait été ouvert aux garçons dans les années vingt
8. *Annuaire Statistique du Maroc* ; ces chiffres ne sont valables que pour la zone Sud ou zone de protectorat français.
9. Les ouvrières et domestiques venaient du courant d'exode rural alimenté par l'avancée de la colonisation agraire et la désagrégation des structures productives et commerciales traditionnelles
10. Même si sous la période coloniale, l'Etat marocain était en veilleuse, ses futurs refondateurs étaient déjà là, en l'occurrence le roi et les nationalistes qui se mobilisaient pour l'Indépendance arrachée en 1955.
11. Huguette Dagenais (sous la direction de), *La recherche féministe dans la francophonie*, Les éditions du remue-ménage, Montréal, 1999.
12. dont certains ont appelé à la Siba ou rébellion contre le roi MohamedV après le discours public de sa fille en 1947
13. Selon un entretien recueilli par moi, en Décembre 2000, auprès de Abdelhadi Boutaleb, un alem ouvert, de double culture arabe et française, alors que Kettani, un des alems conservateurs avait déclaré << Mohamed V est contre la religion, il a dévoilé ses filles >>, d'autres alems continuaient à s'opposer à la scolarisation des filles << car si les femmes apprennent à écrire, elles vont commencer à envoyer des lettres d'amour aux hommes >> en cachette de leur famille.
14. Littéralement Nahda veut dire Eveil ou Renaissance. Cet << éveil >> de la pensée arabe a été suscité par l'intervention napoléonienne du début du XIXème siècle en Egypte, au cours de laquelle, l'Egypte et le monde arabe, qui vivaient repliés sur eux-mêmes depuis l'instauration de l'Empire Ottoman au XVIème siècle, ont eu un contact direct et brutal avec l'Occident, un occident en pleine ascension économique, culturelle et politique. Cette puissance a interpellé les intellectuels arabes de l'époque sur le retard énorme du monde arabe ; parmi eux, un certain nombre, pourtant issus de l'enseignement religieux d'El Azhar au Caire comme leur chef de file Qassem Amin, ont alors identifié trois déficits arabes majeurs à savoir la production scientifique et technique, le mode de gouvernance et la condition de la femme ; autant de retards qui continuent jusqu'à nos jours !
15. Les fillettes juives ayant été scolarisées beaucoup plus tôt que les musulmanes, elles ont occupé les petits postes de travail dans l'administration publique et le secteur privé.
16. Dans les années quatre-vingt-dix, on peut observer, et cela demande à être plus sérieusement étudié, une tendance, dans les milieux de la petite et de la haute bourgeoisie citadine, y compris fassie, à revenir au mariage jeune, parfois même accompagné de l'arrêt des études, ces études que certaines familles ont rendu responsable du célibat de leurs filles.
17. "Recensement de la population", *Direction de la Statistique*, Rabat, 1994
18. " Genre et développement", *CERED*, Rabat, 1998
19. Rapport mondial sur le développement humain, PNUD 2001
20. Comme dans bien d'autres pays, musulmans et non musulmans, le retour au calme politique s'est accompagné du retour, plus ou moins forcé, des femmes à leurs fourneaux.
21. voir le paragraphe 1.2.1

Le Role de L'etat dans L'evolution du Systeme de Genre au Maroc

22. Jeanne Bisillat, "Face aux changements", *Les femmes du Sud*, L'Harmattan, Paris, 1997

23. Il existait une association quasi officielle de femmes crée en 1969 dirigée par la princesse Lalla Fatima Zohra mais elle ne s'est jamais inscrite dans une démarche revendicative même si, progressivement, elle s'est alignée sur les revendications des autres associations de femmes, y compris pour la réforme du code de la Famille.

24. Il n'est pas exclu que les partis voyaient aussi dans la forme associative un moyen de plus s'ouvrir aux femmes.

25. Le Maroc a adhéré en 1993 mais en apposant des réserves sur les articles qu'il jugeait non conformes à son code de la famille

26. Quelques amendements mineurs et non fondamentaux furent introduits en 1993, à la suite d'une forte mobilisation des associations de femmes

27. Nadira Barkallil, "Femmes marocaines : la longue marche vers l'émancipation", *Nouvelle Tribune* n° 24, Oct 2000, Bruxelles

28. Ministère chargé des affaires et des biens religieux